

## Les pratiques participatives des AUEA dans la gestion de l'irrigation au Maroc : études de cas en petite, moyenne et grande hydraulique.

*El Alaoui M.<sup>1</sup>*

L'option pour l'irrigation moderne s'est imposée dès le début de l'indépendance nationale afin non seulement d'intensifier la production agricole, mais aussi de stabiliser en la soustrayant à l'aléa climatique, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire du pays.

A partir de 1967, la politique d'irrigation constituera une composante structurelle importante de la politique agricole nationale et reposera notamment sur une stratégie à base de construction de grands barrages et d'un équipement hydro-agricole des grands périmètres d'irrigation.

Le choix a également porté, mais dans une moindre mesure, sur le développement de la petite et moyenne hydraulique, mais d'avantage pour procurer de l'emploi aux populations qui y vivent afin de les y fixer.

Une telle option et les choix techniques et économiques qu'elle a impliqués ont amené l'Etat à intervenir quasi seul pour concevoir, planifier, financer et exécuter l'ensemble des opérations d'aménagement hydro agricole, d'exploitation et de maintenance des ouvrages et équipements hydrauliques.

Aujourd'hui, et depuis la mise en oeuvre du PAS, cet interventionnisme étatique a tendance à réduire d'intensité et à s'assouplir dans ses formes. Désengagement de l'Etat de certaines opérations de production, de commerce ou de service au profit du secteur privé, pratique de contrats programmes conclus entre le Ministère de l'Agriculture et certains ORMVA, libéralisation des assolements, etc. sont les principales manifestations des nouvelles orientations imprimées par les pouvoirs publics à la politique d'irrigation.

La politique marocaine d'irrigation a connu donc durant les années 80 un tournant. Ce tournant est, aussi et surtout, marqué, depuis 1990, par l'option de l'Etat en faveur de la gestion participative en irrigation (GPI). Il s'agit d'impliquer et de responsabiliser les agriculteurs des périmètres irrigués dans l'aménagement hydro-agricole à venir et dans la gestion des systèmes d'irrigation, et ce, dans un cadre organisé, à savoir les Associations d'Usagers des Eaux Agricoles (AUEA).

Les objectifs de la GPI s'inscrivent dans celui, plus général, visant à rendre l'agriculture irriguée plus productive, plus compétitive et durable.

Pour ce faire, l'une des améliorations recherchées concerne l'économie de l'eau d'irrigation et l'une des actions' pour y arriver consiste justement à organiser les agriculteurs en AUEA ; celles-ci étant considérées comme le cadre privilégié de dialogue et de participation effective des agriculteurs dans la gestion des équipements qui les concernent.

L'objet de cette communication est d'apprécier cet effort, d'en dégager les résultats obtenus, ainsi que leur significations et de proposer, enfin, quelques recommandations susceptibles de dynamiser les pratiques participatives dans la gestion des

---

<sup>1</sup> ENA, Meknes, Maroc

64

systèmes d'irrigations. Ces pratiques participatives seront examinées à travers quelques cas d'étude de terrain.